



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Politique régionale et d'organisation du territoire

Management Response

du Secrétariat d'Etat à l'économie, secteur Politique régionale et d'organisation du territoire
de
février 2023

à

« Rapport de situation sur la réalisation de contrôles aléatoires indépendant concernant le respect des ordonnances COVID-19 sur les cas de rigueur des entreprises (Rapport de statut du second semestre 2022, SECO_mandat 2001) »

OBT AG et Meng und Partner

janvier 2023

Für die **deutsche Version** klicken Sie bitte [hier](#)

1. Contexte

Pour répondre aux dommages économiques causés par la pandémie COVID-19, la Confédération et les cantons ont mis en place différents instruments, entre autres l'ordonnance COVID-19 cas de rigueur (OMCR 20) et l'ordonnance COVID-19 cas de rigueur en 2022 (OMCR 22). Ses ordonnances, basées sur la loi COVID-19 (L) visent à soutenir les entreprises dont le chiffre d'affaires a reculé de manière substantielle et dont les coûts ne sont plus couverts.

La Confédération est le plus important contributeur de ce programme cas de rigueur : sa participation financière est considérable tant en montant absolu (jusqu'à 9,1 milliards de francs) qu'en pourcentage (100% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 5 millions et pour les montants issus de la réserve du Conseil fédéral, 70% pour les autres entreprises). De ce fait, même si la mise en œuvre de l'ordonnance est de la compétence des cantons, la Confédération se voit dans l'obligation d'assurer un suivi de cette mise en œuvre avec des contrôles ponctuels orientés vers le risque. Dans un premier temps, elle a élaboré deux mandats de contrôles ponctuels dans les cantons durant l'été et l'automne 2021.

Dans un second temps, elle a lancé un mandat de longue durée (période 2022 – 2026), assuré par l'entreprise d'audit OBT AG – et par Meng & Partner AG, sous-mandataire, dans le cas où OBT se trouve en situation de conflit d'intérêt. Six types d'analyses sont prévus dans le mandat jusqu'en décembre 2026.

Contrôle	Description
Octroi des aides cas de rigueur (art. 12 L, intégralité OMCR 20 et 22)	Contrôler si les directives de la législation fédérale ont été respectées lors de l'octroi de soutiens.
Utilisation de la réserve du Conseil fédéral (art. 12, al. 2 L, art. 15 OMCR 20)	Contrôler si la réserve du Conseil fédéral a été correctement utilisée.
Gestion des prêts, cautionnements et garanties (art. 12, al. 1 ^{quinquies} L ; art. 10, 11, 17, 18, 21 OMCR 20)	Contrôler si les cantons prennent des mesures appropriées pour la gestion des prêts, cautionnements et garanties ; contrôler s'ils respectent les dispositions de l'OMCR 20.
Participation au bénéfice (art. 12, al. 1 ^{septies} L ; art. 8e OMCR 20, Art. 6 OMCR 22)	Contrôler si la participation au bénéfice est respectée pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 5 millions de francs.
Interdiction de distribution des dividendes (art. 12, al. 1 ^{ter} L, art. 6, let. a, OMCR 20, Art. 3, let. a OMCR 22))	Contrôler si l'interdiction de décider ou de distribuer des dividendes ou des tantièmes est respectée par l'entreprise ; contrôler si l'interdiction de rembourser des apports en capital est respectée par l'entreprise ; contrôler si l'interdiction d'octroyer des prêts à ses propriétaires est respectée par l'entreprise.
Suivi des cas d'abus et des retours (art. 11 OMCR 20, art. 10 OMCR 22)	Vérifier si le canton suit correctement et pendant toute la durée nécessaire les cas d'abus et les retours dans la banque de données de reporting hafrep.

Chaque semestre, OBT transmet au SECO un rapport de statut, afin de faire le bilan de la période écoulée, d'en tirer des résultats et des recommandations.

Le présent rapport couvre la deuxième phase du mandat, où OBT a audité la justesse des octrois cas de rigueur, c'est-à-dire a contrôlé que les entreprises bénéficiaires d'une aide versée par les cantons remplissaient les conditions de l'OMCR 20. La période auditée

correspond au 1^{er} semestre 2022 et dans une moindre mesure le 2^{ème} semestre 2021 pour le canton de Berne.

2. Principales conclusions du rapport de statut du 2^{ème} semestre 2022

Le SECO interprète les **résultats présentés dans ce deuxième rapport de contrôles ponctuels par échantillonnage réalisé par OBT concernant l'octroi des aides cas de rigueur comme étant bons** et se réjouit qu'OBT atteste que les cantons ont mis en œuvre les ordonnances COVID-19 cas de rigueur avec le soin nécessaire. En effet, sur environ 150 contrôles d'octroi dans les cantons, seuls 9 ont été considérés comme problématiques, soit 6%. Le pourcentage baisse encore si on regarde les résultats par montants : la somme des 9 cas équivaut à environ CHF 10'900'000.- ; ramenée aux 5.1 milliards délivrés sur cette période, cela correspond à 0.2%.

Comme le souligne OBT, l'échantillon a été sélectionné selon une approche orientée vers les risques ; on peut donc supposer que le nombre d'erreurs matérielles attendues sur l'ensemble des aides octroyées est inférieur à celui observé dans l'échantillon.

De plus, le SECO considère que plusieurs biais statistiques tendent à montrer un résultat encore plus encourageant :

Plus de 96% du montant contesté provient de trois entreprises sur les neufs signalées. Ces entreprises sont connues du SECO et des cantons concernés. Ils sont en cours de clarification et la participation fédérale est bloquée pour cause de participations étatiques trop importantes.

De plus, pour quatre autres entreprises, des contrôles sont déjà en cours dans le canton concerné et il a déjà demandé des remboursements aux entreprises concernées. Les contrôles des cantons, d'OBT, du SECO, du Contrôle fédéral des finances (CDF) sont donc pertinents et permettent de corriger d'éventuels problèmes.

Enfin, deux entreprises sont répertoriées parce que le montant total des aides cas de rigueur (à fonds perdus + prêt) dépasse la limite de 25% autorisé par l'OMCR 20. Or le dépassement de cette limite n'est que théorique et a été autorisée par le SECO, puisque la limite n'entrera en ligne de compte qu'en cas de non-remboursement du prêt. Lors de la facturation d'une éventuelle perte, la limite sera respectée et la contribution fédérale ne dépassera pas le plafond autorisé. Les cantons concernés en sont au courant.

Le SECO interprète ces résultats comme bons, car ils montrent selon lui que les procédures de décision, de contrôles et d'audit mis en place par les cantons très rapidement en 2020 tiennent sur la durée : mieux, les cantons ont progressivement gagné en expérience et augmenté encore leur pertinence déjà bonne à la base. En résumé, le SECO se réjouit que le rapport ne relève **aucun problème systémique**. Il prend note des quelques manquements ponctuels limités et les clarifiera.



3. Recommandations et prise de position

Sur la base de ces conclusions, OBT AG formule les recommandations suivantes. Le tableau présente, outre les recommandations, la prise de position du SECO.

Recommandation 1	MANAGEMENT RESPONSE		
	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
Nous recommandons au SECO d'examiner avec les cantons les neuf cas de rigueur pour lesquels nous estimons qu'il n'existe pas de droit à un cas de rigueur selon l'ordonnance et d'en assurer le suivi. Nous conseillons en particulier de suivre étroitement les cas où l'État est impliqué.	<u>Prise de position du SECO</u> Le SECO va signaler aux cantons concernés les neuf entreprises pour lesquelles OBT constate d'éventuelles infractions aux dispositions de l'OMCR 20. Il exerce également, à chaque facture cantonale transmise à la Confédération, un contrôle de suivi des entreprises signalées dans le cadre des mandats précédents menés par OBT (SECO_1001) et PwC (SECO_1002) ainsi que dans le cadre des entreprises signalées dans les précédents rapports du présent mandat. Concernant les cas dans lesquels la participation de l'État est supérieure à 10%, plusieurs procédures sont en cours. Le SECO attend les rendus de ces jugements. Dans cette attente, aucun cas signalé avec des participations de l'Etat au-delà des limites fixées par l'article 1, alinéa 2 OMCR 20 (état le 18.12.21) n'est honoré. De manière plus générale, une communication et une transmission des données fluides entre le SECO, ses mandataires, les cantons, l'Administration fédérale des finances (AFF) et le Contrôle fédéral des finances (CDF) est déjà au cœur du travail du SECO.		

Recommandation 2	MANAGEMENT RESPONSE		
	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
<p>Dans le cadre de nos analyses de données, nous avons également vérifié si des entreprises avaient demandé et obtenu une aide pour cas de rigueur dans plusieurs cantons. Les onze cas que nous avons découverts devraient également être examinés conjointement par le SECO et les cantons.</p>	<p><u>Prise de position du SECO</u></p> <p>Le principe de l'unicité du numéro d'identification des entreprises (IDE) comporte des exceptions. Ces exceptions sont légales. Cependant, le risque d'abus dans le cadre du programme des cas de rigueur, compte tenu de l'intervention de plusieurs administrations cantonales, ne peut pas être complètement écarté.</p> <p>Les onze cas d'entreprises avec plusieurs IDE se répartissent en deux catégories :</p> <p>D'une part des Sàrl qui ont des succursales dans un autre canton. Les succursales inscrites au registre du commerce sont une exception et ont un IDE indépendant. Ces cas ne sont pas problématiques en soi, mais peuvent l'être du point de vue des cas de rigueur si le canton où est sise la succursale a octroyé des aides, alors que seul le canton du siège principal de l'entreprise doit le faire (art. 13, al. 1, OMCR 20, état le 18.12.21).</p> <p>D'autre part des entreprises individuelles qui ont le droit d'avoir plusieurs IDE si les activités économiques sont distinctes, notamment par une inscription distincte au registre du commerce (LIDE, RS 431.03). En effet, l'IDE se réfère à l'activité économique et non à une entité juridique : « <i>si la même personne exerce plusieurs activités économiques, chacune de ces activités aura un IDE différent.</i> » (FF 2009 7093). Il est aussi possible que des doublons résultent du fait qu'une entreprise individuelle non inscrite au registre du commerce a reçu une aide de son canton de résidence et du canton dans lequel la personne a son entreprise, avant l'introduction de l'article art. 13, al. 1, OMCR 20.</p> <p>Après contrôles, certains cas devront être éclaircis : à cette fin, le SECO va contacter les cantons concernés et s'assurer que les cas signalés sont connus et remplissent les exigences légales.</p>		

Recommandation 3	MANAGEMENT RESPONSE		
	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
Par ailleurs, il convient de se concentrer sur les cas de rigueur identifiés pour lesquels l'entreprise bénéficiaire du cas de rigueur a été liquidée entre-temps et pour lesquels il pourrait être question, le cas échéant, de distribuer des dividendes de liquidation.	<u>Prise de position du SECO</u> Le SECO partage les préoccupations d'OBT sur ce sujet. Ce d'autant plus qu'une telle problématique convient parfaitement au mandat présent (SECO_2001) qui est un mandat sur le temps long et que ce type de cas de figure est appelé à être récurrent à cause de l'écoulement du temps. Ce point va être renforcé dans la mise en œuvre du mandat.		
Recommandation 4	MANAGEMENT RESPONSE		
	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
En outre, les contrôles aléatoires ont donné lieu à des remarques relatives aux corrections des données dans la base de données des rapports sur les cas de rigueur et il est recommandé au SECO d'inciter les cantons à corriger les données.	<u>Prise de position du SECO</u> Le SECO est conscient que le rôle dual d'hafrep, à la fois outil de reporting et outil de travail pour les cantons, conduisait parfois ces derniers à y inscrire des données provisoires ou théoriques, afin d'assurer un suivi des entreprises bénéficiaires. Fin 2022, ce problème a toutefois été résolu dans une large mesure : lors du contrôle des factures des cantons, le SECO a vérifié l'actualité des inscriptions hafrep et n'a libéré les factures que lorsqu'il n'y avait plus d'anomalies.		



1. Hintergrund

Um auf die wirtschaftlichen Auswirkungen der Covid-19-Pandemie zu reagieren, haben Bund und Kantone zur Unterstützung von Unternehmen verschiedene Massnahmen ergriffen. Unter anderem gehören dazu die Covid-19-Härtefallunterstützungen. Die Voraussetzungen, die ein Unternehmen für den Zugang zu Covid-19-Härtefallunterstützungen erfüllen muss, sind in der Covid-19-Härtefallverordnung 2020 (HFMV 20) und in der Covid-19-Härtefallverordnung 2022 (HFMV 22) geregelt. Über die HFMV 20 und die HFMV 22, welche sich auf das Covid-19-Gesetz abstützen, werden Unternehmen mit substantiellen Umsatzeinbrüchen und ungedeckten Kosten unterstützt.

Den Grossteil der Kosten der Härtefallunterstützungen übernimmt der Bund. Die finanzielle Beteiligung des Bundes ist sowohl im Zusammenhang mit absolutem Betrag von bis zu 9,1 Milliarden Franken als auch prozentual beträchtlich: Die prozentuale Bundesbeteiligung beträgt sowohl für Unternehmen mit einem Jahresumsatz von über 5 Millionen Franken als auch für Unterstützungen aus der Bundesratsreserve 100 %; für Unternehmen mit einem Jahresumsatz bis 5 Millionen Franken beläuft sie sich auf 70 %. Auch wenn sich das Verfahren zur Gewährung von Härtefallmassnahmen nach kantonalem Recht richtet, ist der Bund aufgrund seiner erheblichen Kostenbeteiligung verpflichtet, die Umsetzung durch die Kantone mit risikoorientierten Stichprobenkontrollen zu überprüfen. Hierfür hat er in einem ersten Schritt im Sommer 2021 zwei Mandate für Stichprobenkontrollen in den Kantonen vergeben.

In einem zweiten Schritt lancierte er ein Mandat mit längerer Laufzeit, das von der Revisionsfirma OBT AG und von Meng & Partner AG als Unterbeauftragten, falls sich OBT in einen Interessenkonflikt befindet wahrgenommen wird. Im Rahmen dieses Mandats sind folgende sechs Arten von Analysen bis Dezember 2026 vorgesehen:

Kontrolle	Beschreibung
Härtefallunterstützungen (Art. 12 Covid-19-Gesetz, gesamte HFMV 20 und 22)	Überprüfung, ob die Vorgaben der Bundesgesetzgebung bei der Vergabe von Unterstützungen eingehalten wurden.
Einsatz Bundesratsreserve (Art. 12 Abs. 2 Covid-19-Gesetz, Art. 15 HFMV 20)	Überprüfung, ob die Bundesratsreserve korrekt eingesetzt wurde.
Bewirtschaftung Darlehen / Bürgschaften / Garantien (Art. 12 Abs. 1 ^{quinquies} Covid-19-Gesetz; Art. 10 f., 17f. und 21 HFMV 20)	Überprüfung, ob die Kantone über geeignete Massnahmen zur Bewirtschaftung von Darlehen, Garantien oder Bürgschaften verfügen und die Bestimmungen der HFMV 20 eingehalten wurden (Art. 11 Abs. 1, 1 ^{bis} und 1 ^{ter} HFMV 20).
Gewinnbeteiligung (Art. 12 Abs. 1 ^{septies} Covid-19-Gesetz; Art. 8e HFMV 20, Art. 6 HFMV 22)	Überprüfung, ob die Gewinnbeteiligung bei Unternehmen mit einem Jahresumsatz über 5 Millionen Franken (Art. 8e HFMV 20; Art. 6 HFMV 22) eingehalten wird.
Dividendenverbot (Art. 12 Abs. 1 ^{ter} G, Art. 6 Bst. a HFMV 20, Art. 3 Bst. a HFMV 22)	Überprüfung, ob das Verbot, Dividenden oder Tantiemen zu beschliessen oder auszuschütten, Kapitaleinlagen rückzuerstatten und Darlehen an Eigentümer zu vergeben, eingehalten wird (Art. 6 Bst. a HFMV 20; Art. 3 Bst. a HFMV 22)

Kontrolle	Beschreibung
Überwachung von Missbrauchsfällen und Rückflüssen (Art. 11 HFMV 20, Art. 10 HFMV 22)	Überprüfung, ob der Kanton Missbrauchsfälle und Rückflüsse in der Reportingdatenbank hafrep korrekt und während der vollständigen Laufzeit überwacht

OBT übermittelt dem SECO halbjährlich einen Statusbericht, um die vergangene Periode zu rekapitulieren und daraus Ergebnisse und Empfehlungen abzuleiten.

Der vorliegende Bericht deckt die zweite Phase des Mandats ab, in der OBT die korrekte Vergabe der Härtefallunterstützungen geprüft hat. Konkret bedeutet dies, dass OBT überprüft hat, ob die Unternehmen, die Härtefallunterstützungen erhalten haben, die Bedingungen der HFMV 20 erfüllen. Der geprüfte Zeitraum entspricht dem ersten Halbjahr 2022 und in geringerem Masse das 2. Halbjahr 2021 für den Kanton Bern.

2. Wichtige Erkenntnisse aus dem Statusbericht für das erste Halbjahr 2022

Das SECO interpretiert die im OBT-Bericht zu den Stichprobenkontrollen dargestellten **Ergebnisse** als gut und freut sich darüber, dass OBT den Kantonen eine sorgfältige Umsetzung HFMV 20 und der HFMV 22 attestiert. Von rund 150 kontrollierten Zusicherung wurden lediglich 9 als problematisch eingestuft, was 6% entspricht. Der Prozentsatz sinkt noch weiter, wenn die Ergebnisse nach Betrag betrachtet werden: Die Summe der 9 Fälle entspricht ca. CHF 10'900'000. Bezogen auf den während des massgebenden Zeitraums ausgerichteten Gesamtbetrag von 5,1 Milliarden entspricht dies 0,2%.

Wie OBT im Bericht betont, kann aufgrund der unter Risikoaspekten vorgenommenen Selektion der Stichprobenkontrollelemente vermutet werden, dass die zu erwartende Anzahl materieller Fehler im Verhältnis zur Gesamtpopulation tiefer liegt als das Verhältnis der Anzahl tatsächlich festgestellter Fehler zur gewählten Stichprobengrösse.

Mehrere statistische Verzerrungen weisen zudem auf ein noch positiveres Ergebnis hin:

Mehr als 96% des beanstandeten Betrags entfallen auf drei der neun Unternehmen. Diese Unternehmen sind dem SECO und den betroffenen Kantonen bekannt. Derzeit laufen dazu Überprüfungen und die Bundesbeteiligung wurde aufgrund zu hoher staatlicher Beteiligungen nicht freigegeben.

Ausserdem sind für vier weitere Unternehmen in den Kantonen Abklärungen im Gang und die betroffenen Unternehmen wurden zur Rückzahlung aufgefordert. Die Kontrollen durch die Kantone, OBT, das SECO und die Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK) sind somit zielführend.

Schliesslich sind zwei Unternehmen aufgeführt, bei denen der Gesamtbetrag der Härtefallunterstützungen (nicht rückzahlbare Beiträge + Darlehen) der gemäss HFMV 20 zulässige Höchstgrenze von 25% überschritten wurde. Diese Überschreitung ist jedoch nur theoretischer Natur: Sie wurde vom SECO genehmigt, da sie nur dann zum Tragen kommt, wenn das Darlehen nicht zurückbezahlt wird. Bei der Rechnungstellung im Falle eines Verlustes wird sichergestellt, dass die Bundesbeteiligung den möglichen Höchstbetrag nicht überschreitet. Die betroffenen Kantone sind sich dessen bewusst.

Das SECO interpretiert diese Ergebnisse als gut, da sie zeigen, dass die Entscheid-, Prüf- und Kontrollverfahren, die die Kantone 2020 sehr schnell eingeführt haben, auch längerfristig wirksam sind: Die Kantone haben mit der Zeit an Erfahrung gewonnen und ihre bereits von

Beginn weg guten Prozesse weiterentwickelt. Zusammenfassend ist das SECO **erfreut, dass keine systemischen Probleme festgestellt werden**. Die wenigen materiellen Mängel nimmt das SECO zur Kenntnis und geht ihnen nach.



3. Empfehlungen und Antworten

Auf der Grundlage dieser Erkenntnisse formuliert der Beauftragte die folgenden Empfehlungen. Die Tabelle enthält neben den Empfehlungen auch die Stellungnahme des SECO.

Empfehlung 1	MANAGEMENT RESPONSE		
	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
Wir empfehlen dem SECO, die neun Härtefälle, bei denen wir davon ausgehen, dass ein Härtefallanspruch gem. Verordnung nicht gegeben ist, mit den Kantonen aufzunehmen und weiterzuverfolgen. Insbesondere in denjenigen Fällen mit Staatsbeteiligung empfehlen wir weiterhin eine enge Begleitung dieser Fälle.	<u>Stellungnahme des SECO</u> Das SECO wird die neun Unternehmen den betroffenen Kantonen melden. Das SECO führt zudem bei jeder durch die Kantone eingereichten Rechnung eine Nachkontrolle der Unternehmen durch, die im Rahmen der vorherigen Mandate von OBT (SECO_1001) und PwC (SECO_1002) sowie im Zusammenhang mit den in den früheren Berichten des vorliegenden Mandats gemeldet wurden. In Bezug auf jene Fälle, die eine staatliche Beteiligung von mehr als 10 % aufweisen, sind verschiedene Verfahren hängig. Das SECO wird die entsprechenden Gerichtsurteile abwarten. In der Zwischenzeit wird sich der Bund nicht an den Härtefallunterstützungen der gemeldeten Fälle, bei denen eine direkte oder indirekte staatliche Beteiligung von mehr als 10 % besteht, beteiligen (Art. 1 Abs. 2 lit. a HFMV 20). Ganz allgemein stellt die reibungslose Kommunikation und Datenübermittlung zwischen dem SECO, seinen Beauftragten, den Kantonen, der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) und der EFK das Kernstück der Arbeit des SECO dar.		

Empfehlung 2	MANAGEMENT RESPONSE		
	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
<p>Im Rahmen unserer Datenanalysen haben wir auch getestet, ob Unternehmen in mehreren Kantonen Härtefallunterstützung beantragt und erhalten haben. Die hier von uns aufgedeckten elf Fälle sollten vom SECO ebenfalls mit den Kantonen aufgenommen werden.</p>	<u>Stellungnahme des SECO</u> <p>Der Grundsatz der einmaligen Zuweisung der Unternehmens-Identifikationsnummer (UID) gemäss Art. 4 Abs. 2 UIDG (SR 431.03) kennt Ausnahmen, die rechtlich zulässig sind. Angesichts einer allfälligen Teilnahme ein und desselben Unternehmens an den Härtefallprogrammen verschiedener Kantone kann das Risiko eines Missbrauchs nicht vollständig ausgeschlossen werden.</p> <p>Die elf Unternehmen mit mehreren UID-Nummern lassen sich in zwei Kategorien unterteilen:</p> <p>Kategorie 1: GmbHs, die Zweigniederlassungen in einem anderen Kanton haben. Eine Ausnahme bilden die im Handelsregister eingetragenen Zweigniederlassungen mit einer eigenen UID. Diese Fälle sind an sich unproblematisch, können aber unter Härtefallgesichtspunkten zu Problemen führen, wenn der Kanton, in dem sich die Zweigniederlassung befindet, Unterstützungen gewährt hat, obwohl dies dem Kanton, in dem das Unternehmen seinen Hauptsitz hat, vorbehalten ist (Art. 13 Abs. 1 HFMV 20, Stand 18. Dezember 2021).</p> <p>Kategorie 2: Einzelunternehmen, die das Recht haben, mehrere UIDs zu führen, wenn sie unterschiedliche wirtschaftliche Aktivitäten ausüben, insbesondere im Falle eines separaten Eintrags im Handelsregister. Diesfalls bezieht sich die UID auf die wirtschaftliche Tätigkeit und nicht auf eine juristische Person: «Wenn die Person mehrere unterschiedliche wirtschaftliche Tätigkeiten ausübt, erhält jede dieser unterschiedlichen unternehmerischen Tätigkeiten eine separate UID.» (BBI 2009 7093). Es besteht die Möglichkeit, dass sich daraus Doppelspurigkeiten ergeben. Dies z.B. dann, wenn ein Einzelunternehmen, das nicht im Handelsregister eingetragen ist, vor in Kraft treten von Art. 13 Abs. 1 HFMV 20</p>		

	<p>sowohl vom Wohnsitzkanton des Einzelunternehmers als auch vom Kanton, in dem das Einzelunternehmen seinen Sitz hat, Unterstützung erhalten hat.</p> <p>Gestützt auf die erfolgten Kontrollen müssen einige Fälle geklärt werden: Das SECO wird die betroffenen Kantone kontaktieren um sicherzustellen, dass die gemeldeten Fälle bekannt sind und die gesetzlichen Anforderungen erfüllen.</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Empfehlung 3	MANAGEMENT RESPONSE		
	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
	<u>Stellungnahme des SECO</u>		
Zudem sind diejenigen identifizierten Härtefälle in den Fokus zu nehmen, bei denen zwischenzeitlich eine Liquidation des härtefallempfangenden Unternehmens erfolgte und ggf. die Ausschüttung von Liquidationsdividenden im Raum stehen könnte.			Das SECO teilt die Bedenken. Dies umso mehr deshalb, weil diese Problematik zum Langzeitmandat SECO_2001 passt. Mit zunehmendem Zeitablauf werden Fälle dieser Art wiederholt auftreten. Bei der Umsetzung des Mandats wird diese Problematik verstärkt auftauchen.

Empfehlung 4	MANAGEMENT RESPONSE		
	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
<p>Ferner ergaben die Stichprobenkontrollen einige Hinweise für Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank und dem SECO wird empfohlen, die Kantone zur Datenbereinigung anzuhalten.</p>	<u>Stellungnahme des SECO</u> <p>Das SECO ist sich bewusst, dass hafrep sowohl in seiner Funktion als Reporting-Tool als Arbeitsinstrument für die Kantone dazu führt, dass es durch die Kantone zu provisorischen oder theoretischen Dateneintragungen kommen kann, um eine Nachverfolgung der begünstigten Unternehmen zu gewährleisten.</p> <p>Mit dem Abschluss der Härtefallunterstützungen per Ende 2022 konnte dies weitestgehend behoben werden: Im Rahmen der Rechnungsprüfungen hat das SECO ebenfalls die Aktualität der hafrep-Eintragungen überprüft und Rechnungen erst dann freigegeben, wenn keine Auffälligkeiten mehr bestanden.</p>		

**Durchführung von unabhängigen
Stichprobenkontrollen zur Einhaltung
der Covid-19-Härtefallverordnungen von
Unternehmen**

Mandat SECO_2001

Statusbericht / rapport public
zum Stichtag 31. Dez. 2022

Management Summary

- ④ Im zweiten Halbjahr 2022 konnten im Prüfungsmandat SECO_2001 in den Kantonen weitere rund 150 Stichprobenkontrollen bei den Härtefallvergaben durchgeführt werden. Die Stichprobenkontrollen bezogen sich schwerpunktmässig auf Härtefalldossiers sowie kantonale Verfügungen aus dem ersten Halbjahr 2022.
- ④ Die Stichprobenkontrollen ergaben dabei in neun Fällen, dass der Härtefallanspruch (A-fonds-perdu-Beitrag) nicht oder nicht in der verfügten Höhe bestand. Der Gesamtbetrag des u.E. nicht gegebenen Anspruchs beläuft sich für diese Dossiers auf insgesamt rund CHF 10,9 Mio. (Anteil Bund und Anteil Kantone). Der Gesamtbetrag entspricht 0.2% der über den Gesamtzeitraum des Härtefallprogramms insgesamt verfügten A-fonds-perdu-Beiträge in Höhe von CHF 5,1 Mrd.
- ④ Der Gesamtbetrag beinhaltet drei wesentliche Einzelfälle in Höhe von gesamt CHF 10'509'544; hierbei handelt es sich um Fälle von Staatsbeteiligungen und insoweit um Fälle, die sich aktuell noch in juristischer Abklärung befinden. Bei weiteren vier Fällen im Gesamtbetrag von CHF 365'539 hat der betroffene Kanton bereits den Rückforderungsprozess eingeleitet. Es verbleiben somit zwei Fälle in Höhe von gesamt CHF 19'549, die mit dem betreffenden Kanton weiterzuverfolgen sind.

SECO_2001
Mandatszeitraum
2. Hj. 2022



- ✓ Total hafrep-Datenbestand per Ende Aug. 2022:
CHF 5,3 Mrd. / 35'129 Unternehmen
- ✓ Fälle mit Besonderheiten/Auffälligkeiten: 1'544
- ✓ A-fonds-perdu-Beitrag: Median = TCHF 118;
Arithmetische Mittel = TCHF 145



Wesentliche Aspekte

 **Stichprobe:**
148 Unternehmen (UID)

n = 100: Selektionszeitraum 1. Hj. 2022
n = 48: Selektionszeitraum 2. Hj. 2021



- ✓ Dossierbearbeitung in den Kantonen unverändert einzelfallbezogen und routiniert
- ✓ Dennoch neun materielle Feststellungen in der geprüften Stichprobe
- ✓ Fehlerquellen:
 - Staatsbeteiligungen
 - Doppelterfassungen
 - Kombinationsfälle
 - Unternehmen mit Zweigniederlassung in anderem Kanton

9 Fälle mit materiellen Feststellungen
(gerundet CHF 10,9 Mio.)



Zwischenergebnisse der Stichprobenkontrollen

a) Stichprobenumfang und Ergebnisse der Stichprobenkontrollen

Im zweiten Halbjahr 2022 konnten im Prüfungsmandat SECO_2001 in den Kantonen weitere rund 150 Stichprobenkontrollen bei den Härtefallvergaben durchgeführt werden. Die Stichprobenkontrollen bezogen sich schwerpunktmässig auf Härtefalldossiers sowie kantonale Verfügungen aus dem ersten Halbjahr 2022.

Die Prüfung ergab dabei in insgesamt neun Fällen, dass der Härtefallanspruch (A-fonds-perdu-Beitrag) nicht oder nicht in der verfügen Höhe bestand. Der Gesamtbetrag des u.E. nicht gegebenen Anspruchs beläuft sich für die identifizierten neun Dossiers auf rund CHF 10,9 Mio.

Der Gesamtbetrag beinhaltet drei wesentliche Einzelfälle in Höhe von zweimal je CHF 5 Mio. und einmal CHF 509'544. Bei diesen Fällen handelt es sich um Unternehmen, an denen Kanton bzw. Gemeinden direkt und indirekt beteiligt sind. Hierbei bestehen Auffassungsunterschiede zwischen dem Bund und dem beteiligten Kanton, inwieweit diese Unternehmen nach der Härtefallverordnung anspruchsberechtigt sind. Diese Fälle werden gegenwärtig juristisch vertieft abgeklärt.

Den weiteren sechs Feststellungen liegen folgende unterschiedliche Ursachen zugrunde: Doppelterfassungen im kantonalen ERP-System mit Folge für die Härtefallreporting-Datenbank des Bundes; Behandlung und Interpretation von Kombinationsfällen (gemischte Fälle bestehend aus A-fonds-perdu-Beiträgen und Darlehen resp. Bürgschaften); Berücksichtigung von Unternehmen mit Zweigniederlassungen in verschiedenen Kantonen.

Die Ursachen stehen teilweise im Zusammenhang mit Interpretationsfragen, haben eine Ermessenskomponente bzw. es handelt sich um Spezialfälle. Insgesamt handelt es sich um begrenzte Einzelfälle, d.h. wir haben im Rahmen der Stichprobenkontrollen keine systematischen Fehler oder systematischen Kontrollschwächen festgestellt. Betreffend die Doppelterfassungen ist zudem darauf hinzuweisen, dass sich die um TCHF 366 zu hoch veranlagten Härtefallunterstützungen seitens des Kantons im Rückforderungsprozess befinden.

Insoweit haben wir keinen Grund von unserer bisherigen Schlussfolgerung abzuweichen, wonach die Kantone die Härtefallanträge nicht einzelfallspezifisch und nicht routiniert bearbeiten würden. Angesichts des hohen Volumens an Härtefällen besteht allerdings unverändert ein gewisses Risiko für Falscherfassungen in der Härtefallreporting-Datenbank. Die kontinuierliche, inhaltlich sachliche (Nach-)Pflege der bestehenden Datenbasis bleibt daher eine Daueraufgabe für die Kantone.

b) Datenanalysen und deren wesentlichen Erkenntnisse

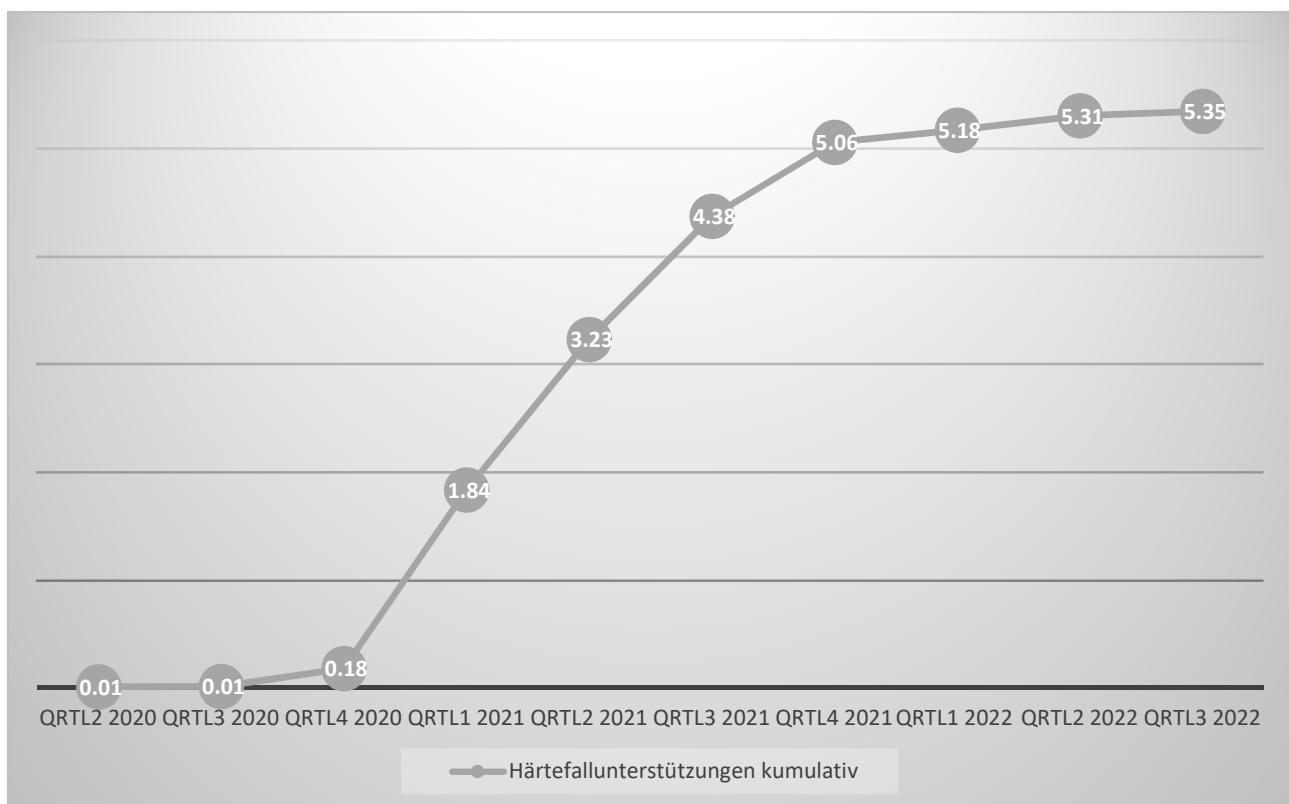
Den eigentlichen Stichprobenkontrollen gehen jeweils Datenanalysen voran. Diese dienen zur Identifikation von Risikofeldern und risikobehafteten Härtefalldossiers.

Unseren aktualisierten Datenanalysen lag der Gesamt-Datenbestand beginnend mit dem Start des Härtefallprogramms bis und mit 29. August 2022 zugrunde. Der Gesamtdatenbestand nach Unterstützungsinstrument ist der nachstehenden Tabelle zu entnehmen.

Unterstützungsinstrument	Betrag in CHF	in %
à fonds perdu unter der HFMV 2020	5'085'781'407	95.1%
à fonds perdu unter der HFMV 2022	43'915'289	0.8%
Bürgschaft *)	34'427'342	0.6%
Darlehen *)	179'853'758	3.4%
Garantie *)	5'962'407	0.1%
Gesamt	5'349'940'203	100.0%

*) Bürgschaften, Darlehen, Garantien wurden nur unter der HFMV 2020 eingesetzt.

Die Verteilung der Unterstützungsmassnahmen über die Zeit (ausbezahlte bzw. gesprochene Härtefallunterstützung in Mrd. CHF) stellt sich dabei wie folgt dar:



Unsere Datenanalysen (siehe Abbildung unten) zeigen, dass die Härtefallunterstützung in Form von nicht-rückzahlbaren Einzelbeiträgen im Durchschnitt CHF 144'774 pro Unternehmen beträgt, dies bei einem Median von CHF 118'246. Diese Durchschnittswerte widerspiegeln die stark von KMU dominierte Struktur der Schweizer Volkswirtschaft (welche geprägt ist von rund 90% Mikrounternehmen mit weniger als zehn Beschäftigten und rund 8% kleinen Unternehmen mit maximal 50 Beschäftigten).

Unsere Datenanalyse zeigt zudem in 1'544 Fällen gewisse Auffälligkeiten, die sich jedoch im Wesentlichen mit Sonderregelungen in der HFMV 20 wie etwa die Sonderregelung der Bundesratsreserve oder den Ausnahmetatbestand des Härtefalls im Härtefall erklären lassen.

Statistische Daten

Kanton	Instrument	Volumen in CHF Gesamtzeitraum bis und mit 29.08.22	Referenzumsatz Total	Volumen in % des Ref.umsatzes	Anzahl Unternehmen Gesamtzeitraum bis und mit 29.08.22	Durchschnittsvolumen je Unternehmen
AG	à fonds perdu	247'598'848.25	2'870'616'798.18	8.63%	2'073	119'440
AI	à fonds perdu	2'838'242.00	76'623'802.00	3.70%	70	40'546
AR	à fonds perdu	9'318'357.00	149'570'192.88	6.23%	176	52'945
BE	à fonds perdu	512'979'385.00	6'366'114'339.00	8.06%	3'876	132'348
BL	à fonds perdu	104'264'711.00	910'619'575.00	11.45%	888	117'415
BS	à fonds perdu	179'999'777.88	3'547'674'428.06	5.07%	822	218'978
FR	à fonds perdu	218'463'319.62	1'130'601'880.00	19.32%	1'124	194'362
GE	à fonds perdu	488'847'865.06	4'350'492'140.79	11.24%	2'781	175'781
GL	à fonds perdu	20'971'928.00	279'715'781.50	7.50%	192	109'229
GR	à fonds perdu	203'532'681.17	1'926'428'046.86	10.57%	1'261	161'406
JU	à fonds perdu	21'665'776.39	272'014'318.58	7.96%	383	56'569
LU	à fonds perdu	252'555'091.25	2'372'989'039.89	10.64%	1'432	176'365
NE	à fonds perdu	97'711'442.21	727'697'417.04	13.43%	896	109'053
NW	à fonds perdu	35'155'688.00	284'107'637.50	12.37%	188	186'998
OW	à fonds perdu	21'552'731.00	237'731'280.88	9.07%	181	119'076
SG	à fonds perdu	151'270'474.00	1'506'585'856.73	10.04%	1'526	99'129
SH	à fonds perdu	24'733'950.60	190'912'247.15	12.96%	253	97'763
SO	à fonds perdu	79'062'647.70	793'331'855.33	9.97%	807	97'971
SZ	à fonds perdu	102'451'700.00	1'007'166'514.89	10.17%	984	104'118
TG	à fonds perdu	93'537'184.00	1'107'384'197.71	8.45%	747	125'217
TI	à fonds perdu	163'318'686.37	1'838'736'297.54	8.88%	1'816	89'933
UR	à fonds perdu	13'507'419.00	142'560'716.67	9.47%	176	76'747
VD	à fonds perdu	475'865'817.00	4'184'217'269.19	11.37%	3'391	140'332
VS	à fonds perdu	195'291'083.00	2'313'718'628.40	8.44%	2'584	75'577
ZG	à fonds perdu	111'439'452.00	1'109'098'017.00	10.05%	533	209'080
ZH	à fonds perdu	1'257'847'149.54	20'249'556'182.72	6.21%	5'969	210'730
Total	à fonds perdu	5'085'781'407.04	59'946'264'461.48	8.48%	35'129	144'774

Die Datenanalysen zeigen weiter, dass die Kantone die Verteilung der ihnen zustehenden Mittel aus der Bundesratsreserve noch nicht abgeschlossen haben. Die Prüfung auf verordnungskonforme Verwendung der Mittel der Bundesratsreserve werden wir daher im Laufe des Jahres 2023 durchführen.

Zwischenfazit

Nach unserem Dafürhalten haben die Kantone die Härtefallanträge weiterhin einzelfallspezifisch beurteilt und mit der erforderlichen Sorgfalt geprüft sowie die Vorgaben der HFMV 20 nach bestem Bemühen umgesetzt. Unsere Einzelfeststellungen erlauben uns nicht, von systematischen Schwächen in der Fallbearbeitung und Administration des Härtefallprogramms zu sprechen.

Empfehlungen an das SECO

Wir empfehlen dem SECO, die neun Härtefälle, bei denen wir davon ausgehen, dass ein Härtefallanspruch gem. Verordnung nicht gegeben ist, mit den Kantonen aufzunehmen und weiterzuverfolgen. Insbesondere in denjenigen Fällen mit Staatsbeteiligung empfehlen wir weiterhin eine enge Begleitung dieser Fälle.

Im Rahmen unserer Datenanalysen haben wir auch getestet, ob Unternehmen in mehreren Kantonen Härtefallunterstützung beantragt und erhalten haben. Die hier von uns aufgedeckten elf Fälle sollten vom SECO ebenfalls mit den Kantonen aufgenommen werden.

Zudem sind diejenigen identifizierten Härtefälle in den Fokus zu nehmen, bei denen zwischenzeitlich eine Liquidation des härtefallempfängenden Unternehmens erfolgte und ggf. die Ausschüttung von Liquidationsdividenden im Raum stehen könnte.

Ferner ergaben die Stichprobenkontrollen einige Hinweise für Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank und dem SECO wird empfohlen, die Kantone zur Datenbereinigung anzuhalten.

Das Covid-19-Härtefallprogramm des Bundes

Zur Abfederung der wirtschaftlichen Folgen der Coronapandemie hat das Parlament im Covid-19-Gesetz die Grundlage geschaffen, auf der sich der Bund an kantonalen Härtefallhilfen für wirtschaftlich von der Coronapandemie stark beeinträchtigte Unternehmen beteiligen kann. Von den Kantonen wurden zwischen dem 1. März 2020 und dem 31.10.2022 insgesamt rund CHF 5.3 Mrd. an Härtefallunterstützungen an die Unternehmen ausbezahlt bzw. gesprochen; hierbei handelt es sich zu rund 96% (CHF 5,1 Mrd.) um sog. nichtrückzahlbare Einmalbeiträge (A-fonds-perdu-Beiträge).

Bei den Unternehmen handelt es sich um sogenannte Härtefälle, wenn sie entweder aufgrund gesundheitspolitischer Massnahmen behördlich geschlossen waren oder sie weniger als 60% des bisherigen Umsatzes erzielt haben und deshalb ihre Fixkosten nicht mehr begleichen konnten. Insbesondere im Hinblick auf die Höhe der Unterstützung durch die Kantone wird unterschieden in Unternehmen mit einem Jahresumsatz bis CHF 5 Mio. und Unternehmen mit einem Jahresumsatz über CHF 5 Mio. Der Bund beteiligt sich in der Kategorie der Unternehmen mit Jahresumsatz bis CHF 5 Mio. zu 70% an der vom Kanton verfügten und vorfinanzierten Härtefallunterstützung. Bei Unternehmen mit einem Jahresumsatz über CHF 5 Mio. trägt der Bund 100% der Finanzierung.

In beiden Unternehmenskategorien ist unter gewissen Bedingungen eine Aufstockung der Härtefallunterstützung möglich, sofern das entsprechende Unternehmen einen Umsatzerückgang von mehr als 70% im Vergleich zum durchschnittlichen Jahresumsatz 2018/19 zu verzeichnen hatte («Härtefall im Härtefall»). Abschliessend erhalten die Kantone aus der sog. Bundesratsreserve Zusatzbeiträge im Gesamtumfang von CHF 500 Mio. für eine weiter gehende Unterstützung von Unternehmen, bei denen die übrigen Unterstützungsmöglichkeiten bereits ausgeschöpft wurden.

Die Details zum Härtefallprogramm des Bundes sind in der Covid-19-Härtefallverordnung 2020 (SR 951.262) und der Covid-19-Härtefallverordnung 2022 (SR 951.264) geregelt.

Mandatsinhalt und -zielsetzung

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) verfolgt mit dem Mandat SECO_2001, welches eine Laufzeit von 2022 bis und mit 2026 umfasst und an die unabhängige Prüfungs- und Beratungsgesellschaft OBT AG vergeben worden ist, die folgenden Ziele:

1. Sicherstellen, dass die Zahlungen der Kantone, die dem Bund in Rechnung gestellt werden, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Grundlagen (Covid-19-Gesetz, Covid-19-Härtefallverordnungen 2020 und 2022) gewährt werden;
2. Sicherstellen, dass die Auflagen der gesetzlichen Grundlagen an die Unternehmen (Gewinnbeteiligung, Dividendenverbot) und an die Kantone (Bewirtschaftung von Darlehen, Garantien und Bürgschaften) erfüllt werden;
3. Aufdecken möglicher Mängel in der Aufgabenerfüllung der Kantone und Abgabe von Empfehlungen zu deren Behebung. Das Mandat SECO_2001 umfasst Stichprobenkontrollen zu folgenden Aspekten:
 - Härtefallvergaben;
 - Einsatz der Bundesratsreserve;
 - Bewirtschaftung von Darlehen, Bürgschaften und Garantien;
 - Gewinnbeteiligung;
 - Dividendenverbot;
 - Monitoring von Missbrauchsfällen und Verwaltung von Rückflüssen.

OBT AG

Die OBT AG gehört in der Schweiz zu den sechs grössten Unternehmen im Bereich Treuhand, Wirtschaftsprüfung, Unternehmensberatung, Steuer- und Rechtsberatung sowie Informatik-Gesamtlösungen. Aktuell arbeiten rund 450 Mitarbeitende für die OBT Gruppe.

Die OBT AG sowie ihre Tochtergesellschaften prüfen und beraten neben Kapitalgesellschaften, Genossenschaften, Stiftungen und Vereinen vor allem auch öffentlich-rechtliche Körperschaften und Verbände. Zudem werden Publikumsgesellschaften und – als unabhängiges Mitglied des weltweiten Netzwerks Baker Tilly International – weltweit tätige Unternehmensgruppen in allen wichtigen Wirtschaftszentren und -regionen betreut und begleitet.

OBT AG

Rorschacher Strasse 63 | 9004 St.Gallen | www.obt.ch

Fiduciaire | Conseil fiscal et juridique
Audit | Conseil en gestion
Solutions informatiques globales



Réalisation de contrôles aléatoires indépendants du respect de l'ordonnance COVID-19 cas de rigueur des entreprises

Mandat SECO_2001

Rapport de situation / rapport public
à la date de référence du 31 décembre 2022

Sommaire de gestion

- ④ Au cours du second semestre 2022, le mandat de contrôle SECO_2001 a permis d'effectuer près de 150 contrôles aléatoires supplémentaires sur les attributions de cas de rigueur dans les cantons. Les contrôles aléatoires ont porté principalement sur des dossiers de cas de rigueur ainsi que sur des décisions cantonales datant du premier semestre 2022.
- ④ Dans neuf cas, les contrôles aléatoires ont révélé que le droit au cas de rigueur (contribution à fonds perdu) n'existe pas ou n'atteignait pas le montant décidé. Le montant total du droit non existant, selon notre appréciation, s'élève pour ces dossiers à environ CHF 10,9 millions (part de la Confédération et part des cantons). Le montant total correspond à 0,2% des contributions à fonds perdu d'un montant total de CHF 5,1 milliards, allouées sur l'ensemble de la période du programme pour les cas de rigueur.
- ④ Le montant total comprend trois cas individuels importants d'un montant de CHF 10'509'544; il s'agit de cas de participations de l'État, donc de cas qui sont encore en cours d'examen juridique. Dans les quatre autres cas, pour un montant total de CHF 365'539, le canton concerné a déjà entamé la procédure de récupération de fonds. Il reste donc deux cas à suivre avec le canton concerné, pour un montant total de CHF 19'549.

SECO_2001
Période du mandat
2e sem. 2022

 **Contrôle aléatoire:**
148 entreprises (IDE)

n = 100: période de sélection 1er sem. 2022
n = 48: période de sélection 2e sem. 2021

- ✓ Traitement des dossiers dans les cantons toujours de manière routinière et au cas par cas.
- ✓ Néanmoins, neuf cas matériels constatés dans le cadre des contrôles aléatoires
- ✓ Sources d'erreurs:
 - participations de l'État
 - saisie en double
 - cas combinés
 - entreprises ayant une succursale dans un autre canton



- ✓ Total des données hafrep à fin août 2022: 5,3 milliards de CHF / 35'129 entreprises
- ✓ Cas présentant des particularités/anomalies: 1544
- ✓ Contribution à fonds perdu: médiane = KCHF 118; moyenne arithmétique = KCHF 145



9 cas matériels constatés
(arrondis à CHF 10,9 millions)





Aspects essentiels

- ✓ Réserve du Conseil fédéral => les cantons n'ont pas fini de l'utiliser
- ✓ Entreprises avec des ID de cas dans plusieurs cantons
- ✓ Participations de l'État
- ✓ Liquidations

Résultats intermédiaires des contrôles aléatoires

a) Taille de l'échantillon et résultats des contrôles par sondage

Au cours du second semestre 2022, le mandat de contrôle SECO_2001 a permis d'effectuer près de 150 contrôles aléatoires supplémentaires sur les attributions de cas de rigueur dans les cantons. Les contrôles aléatoires ont porté principalement sur des dossiers de cas de rigueur ainsi que sur des décisions cantonales datant du premier semestre 2022.

Dans neuf cas, la vérification a révélé que le droit au cas de rigueur (contribution à fonds perdu) n'existe pas ou n'atteignait pas le montant décidé. Selon notre appréciation, le montant total du droit non existant s'élève à environ CHF 10,9 millions pour les neuf dossiers identifiés.

Le montant total concerne trois cas individuels importants: deux fois CHF 5 millions et une fois CHF 509'544. Dans ces cas, il s'agit d'entreprises dans lesquelles le canton ou les communes ont des participations directes et indirectes. À cet égard, il existe des divergences d'opinion entre la Confédération et le canton concerné sur la question de savoir dans quelle mesure ces entreprises ont droit à des prestations selon l'ordonnance sur les cas de rigueur. Ces cas font actuellement l'objet d'un examen juridique approfondi.

Les six autres cas constatés résultent de différentes causes qui sont les suivantes: saisies en double dans le système ERP cantonal ayant comme conséquence un impact sur la base de données des rapports sur les cas de rigueur de la Confédération; traitement et interprétation des cas combinés (cas mixtes composés de contributions à fonds perdu et de prêts/cautionnements); prise en compte des entreprises ayant des succursales dans différents cantons.

Les causes sont parfois liées à des questions d'interprétation, ont une composante discrétionnaire ou sont des cas spéciaux. Dans l'ensemble, il s'agit de cas isolés dont le nombre est limité, c'est-à-dire que nous n'avons pas constaté d'erreurs systématiques ou d'insuffisances systématiques des contrôles dans le cadre de nos vérifications aléatoires. En ce qui concerne les saisies en double, il convient de signaler que les aides aux cas de rigueur demandées en trop s'élevant à CHF 366'000 sont en cours de récupération par le canton.

Sur ce point, nous n'avons aucune raison de nous écarter de notre conclusion précédente, selon laquelle les cantons ne traiteraient pas les demandes de cas de rigueur de manière routinière ni au cas par cas. Cependant, compte tenu du volume élevé de cas de rigueur, il existe toujours un risque d'erreurs de saisie dans la base de données des rapports. La mise à jour (ultérieure) continue et objective de la base de données existante reste donc une tâche permanente pour les cantons.

b) Analyses de données et leurs principaux enseignements

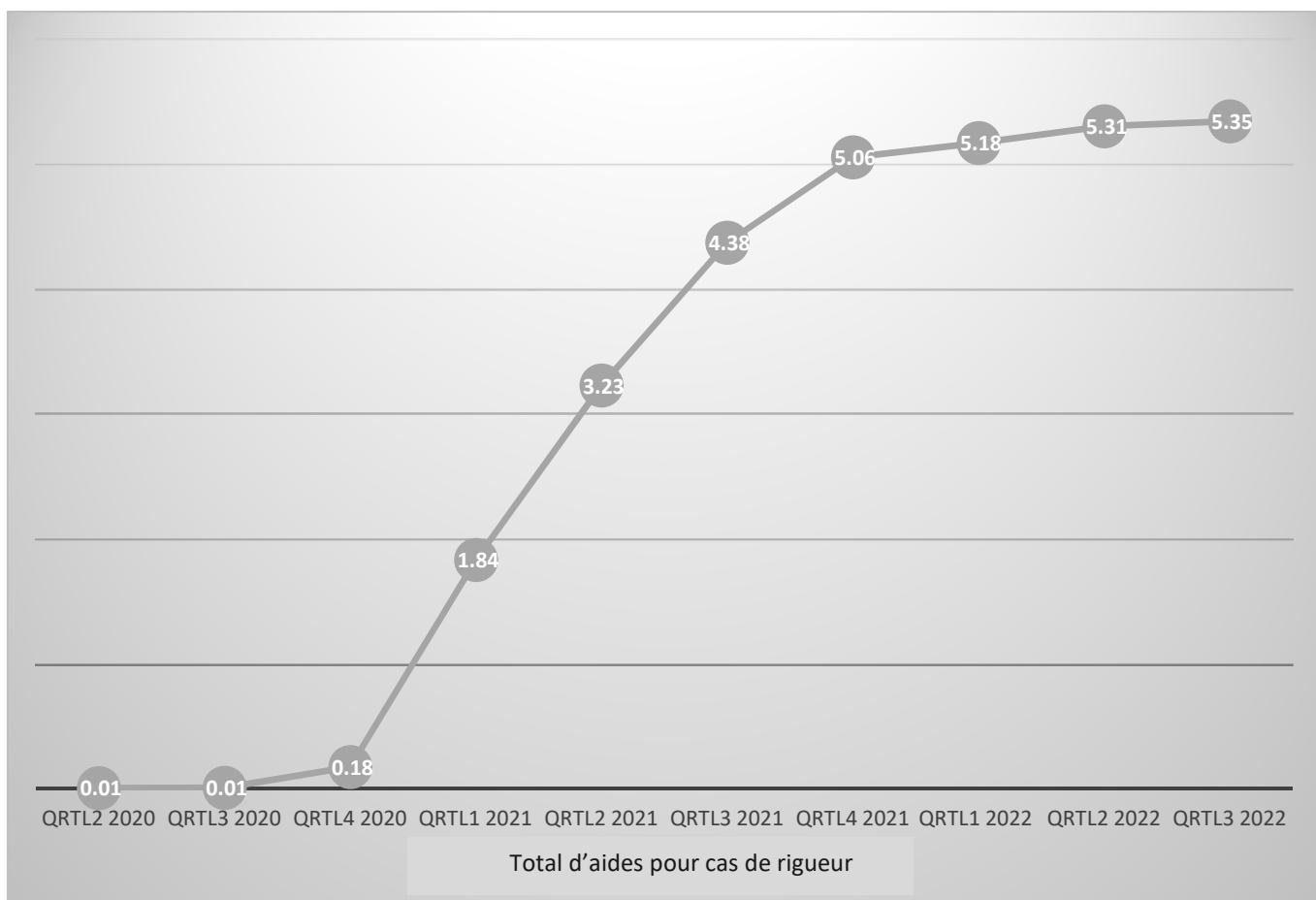
Les contrôles aléatoires proprement dits sont toujours précédés d'analyses des données. Elles servent à identifier les domaines et les dossiers de cas de rigueur à risque.

Nos analyses de données actualisées sont basées sur l'ensemble des données depuis le début du programme de cas de rigueur jusqu'au 29 août 2022 inclus. L'ensemble des données par instrument de soutien figure dans le tableau ci-dessous.

Instrument de soutien	Montant en CHF	en %
à fonds perdu dans le cadre de l'OMCR 2020	5'085'781'407	95.1%
à fonds perdu dans le cadre de l'OMCR 2022	43'915'289	0.8%
Cautionnement *)	34'427'342	0.6%
Prêts*)	179'853'758	3.4%
Garantie*)	5'962'407	0.1%
Total	5'349'940'203	100.0%

*) Les garanties, prêts et cautionnements ne sont utilisés que dans le cadre de l'OMCR 2020.

La répartition des mesures de soutien dans le temps (aide pour cas de rigueur versée ou accordée en milliards de CHF) se présente comme suit:



Nos analyses de données (voir illustration ci-dessous) montrent que l'aide pour cas de rigueur sous forme de contributions uniques non remboursables s'élève en moyenne à CHF 144'774 par entreprise, ceci avec une médiane de CHF 118'246. Ces valeurs moyennes reflètent la structure de l'économie suisse, fortement dominée par les PME (qui se caractérise par environ 90% de micro-entreprises de moins de dix employés et environ 8% de petites entreprises de 50 employés maximum).

Notre analyse des données révèle en outre certaines anomalies dans 1544 cas, qui s'expliquent toutefois essentiellement par des réglementations spéciales de l'OMCR 20, telles que la réglementation spéciale de la réserve du Conseil fédéral ou l'exception pour cas de rigueur spéciaux.

		Données statistiques					
Canton	Instrument	Volume en CHF Période entière jusqu'au 29.8.22 inclus	Chiffre d'affaires de référence Total	Volume en % du chiffre d'affaires de réf.	Nombre d'entreprises Période entière jusqu'au réf. 29.8.22 inclus	Volume moyen par entreprise	
AG	à fonds perdu	247'598'848.25	2'870'616'798.18	8.63%	2'073	119'440	
AI	à fonds perdu	2'838'242.00	76'623'802.00	3.70%	70	40'546	
AR	à fonds perdu	9'318'357.00	149'570'192.88	6.23%	176	52'945	
BE	à fonds perdu	512'979'385.00	6'366'114'339.00	8.06%	3'876	132'348	
BL	à fonds perdu	104'264'711.00	910'619'575.00	11.45%	888	117'415	
BS	à fonds perdu	179'999'777.88	3'547'674'428.06	5.07%	822	218'978	
FR	à fonds perdu	218'463'319.62	1'130'601'880.00	19.32%	1'124	194'362	
GE	à fonds perdu	488'847'865.06	4'350'492'140.79	11.24%	2'781	175'781	
GL	à fonds perdu	20'971'928.00	279'715'781.50	7.50%	192	109'229	
GR	à fonds perdu	203'532'681.17	1'926'428'046.86	10.57%	1'261	161'406	
JU	à fonds perdu	21'665'776.39	272'014'318.58	7.96%	383	56'569	
LU	à fonds perdu	252'555'091.25	2'372'989'039.89	10.64%	1'432	176'365	
NE	à fonds perdu	97'711'442.21	727'697'417.04	13.43%	896	109'053	
NW	à fonds perdu	35'155'688.00	284'107'637.50	12.37%	188	186'998	
OW	à fonds perdu	21'552'731.00	237'731'280.88	9.07%	181	119'076	
SG	à fonds perdu	151'270'474.00	1'506'585'856.73	10.04%	1'526	99'129	
SH	à fonds perdu	24'733'950.60	190'912'247.15	12.96%	253	97'763	
SO	à fonds perdu	79'062'647.70	793'331'855.33	9.97%	807	97'971	
SZ	à fonds perdu	102'451'700.00	1'007'166'514.89	10.17%	984	104'118	
TG	à fonds perdu	93'537'184.00	1'107'384'197.71	8.45%	747	125'217	
TI	à fonds perdu	163'318'686.37	1'838'736'297.54	8.88%	1'816	89'933	
UR	à fonds perdu	13'507'419.00	142'560'716.67	9.47%	176	76'747	
VD	à fonds perdu	475'865'817.00	4'184'217'269.19	11.37%	3'391	140'332	
VS	à fonds perdu	195'291'083.00	2'313'718'628.40	8.44%	2'584	75'577	
ZG	à fonds perdu	111'439'452.00	1'109'098'017.00	10.05%	533	209'080	
ZH	à fonds perdu	1'257'847'149.54	20'249'556'182.72	6.21%	5'969	210'730	
Total	à fonds perdu	5'085'781'407.04	59'946'264'461.48	8.48%	35'129	144'774	

Les analyses de données montrent en outre que les cantons n'ont pas encore achevé la répartition des fonds qui leur reviennent au titre de la réserve du Conseil fédéral. Nous procéderons donc à l'examen de l'utilisation conforme au règlement des fonds de la réserve du Conseil fédéral dans le courant de l'année 2023.

Conclusion intermédiaire

Nous estimons que les cantons ont continué d'évaluer les demandes de cas de rigueur au cas par cas, qu'ils les ont examinées avec le soin requis et qu'ils ont mis en œuvre de leur mieux les directives de l'OMCR 20. Les quelques cas individuels que nous avons constatés ne nous permettent pas de parler de faiblesses systématiques dans le traitement des cas et la gestion du programme de cas de rigueur.

Recommandations au SECO

Nous recommandons au SECO d'examiner avec les cantons les neuf cas de rigueur pour lesquels nous estimons qu'il n'existe pas de droit à un cas de rigueur selon l'ordonnance et d'en assurer le suivi. Nous conseillons en particulier de suivre étroitement les cas où l'État est impliqué.

Dans le cadre de nos analyses de données, nous avons également vérifié si des entreprises avaient demandé et obtenu une aide pour cas de rigueur dans plusieurs cantons. Les onze cas que nous avons découverts devraient également être examinés conjointement par le SECO et les cantons.

Par ailleurs, il convient de se concentrer sur les cas de rigueur identifiés pour lesquels l'entreprise bénéficiaire du cas de rigueur a été liquidée entre-temps et pour lesquels il pourrait être question, le cas échéant, de distribuer des dividendes de liquidation.

En outre, les contrôles aléatoires ont donné lieu à des remarques relatives aux corrections des données dans la base de données des rapports sur les cas de rigueur et il est recommandé au SECO d'inciter les cantons à corriger les données.

Le programme fédéral COVID-19 pour les cas de rigueur

Afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus, le Parlement a établi dans la loi COVID-19 la base permettant à la Confédération de participer aux aides cantonales pour cas de rigueur en faveur des entreprises fortement touchées économiquement par la pandémie de coronavirus. Entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 octobre 2022, les cantons ont versé ou accordé aux entreprises un total d'environ CHF 5,3 milliards d'aides pour cas de rigueur; il s'agit à environ 96% (CHF 5,1 milliards) de contributions uniques non remboursables (contributions à fonds perdu).

Ces entreprises sont des cas dits de rigueur soit parce qu'elles ont été fermées par les autorités en raison de mesures de politique sanitaire, soit parce qu'elles ont réalisé moins de 60% de leur chiffre d'affaires antérieur et n'ont donc plus été en mesure de payer leurs frais fixes. En ce qui concerne notamment le montant du soutien accordé par les cantons, une distinction est faite entre les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à CHF 5 millions et celles dont il est supérieur à CHF 5 millions. Dans la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à CHF 5 millions, la Confédération participe à hauteur de 70% au soutien préfinancé par le canton pour les cas de rigueur. Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à CHF 5 millions, la Confédération prend en charge 100% du financement.

Dans les deux catégories d'entreprises, il est possible, sous certaines conditions, d'augmenter l'aide pour cas de rigueur, pour autant que l'entreprise concernée ait enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de plus de 70% par rapport au chiffre d'affaires annuel moyen de 2018/19 («cas de rigueur spéciaux»). Enfin, les cantons reçoivent des contributions supplémentaires provenant de la réserve du Conseil fédéral pour un montant total de CHF 500 millions afin de soutenir les entreprises pour lesquelles les autres possibilités ont déjà été épousées.

Les détails du programme fédéral pour les cas de rigueur sont réglés dans l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur 2020 (RS 951.262) et l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur 2022 (RS 951.264).

Contenu et objectif du mandat

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) poursuit les objectifs suivants avec le mandat SECO_2001, qui couvre une période allant de 2022 à 2026 inclus, et qui a été confié à la société d'audit et de conseil indépendante OBT AG:

1. s'assurer que les paiements des cantons facturés à la Confédération sont accordés conformément aux bases légales (loi COVID-19, ordonnances COVID-19 sur les cas de rigueur 2020 et 2022);
2. s'assurer que les conditions imposées par les bases légales aux entreprises (participation aux bénéfices; interdiction de verser des dividendes) et aux cantons (gestion des prêts, des garanties et des cautionnements) sont respectées;
3. détecter d'éventuelles lacunes dans l'accomplissement des tâches des cantons et formuler des recommandations pour y remédier. Le mandat SECO_2001 comprend des contrôles aléatoires sur les aspects suivants:
 - attribution de cas de rigueur;
 - utilisation de la réserve du Conseil fédéral;
 - gestion des prêts, des cautions et des garanties;
 - participation aux bénéfices;
 - interdiction des dividendes;
 - le suivi des cas d'abus et la gestion des retours.

OBT AG

OBT AG fait partie en Suisse des six plus grandes entreprises dans le domaine de la fiducie, de l'audit, du conseil d'entreprise, du conseil fiscal et juridique ainsi que des solutions informatiques globales. Actuellement, environ 450 collaborateurs travaillent pour le groupe OBT.

Outre les sociétés de capitaux, les coopératives, les fondations et les associations, OBT AG et ses filiales contrôlent et conseillent surtout les collectivités et les associations de droit public. De plus, elles encadrent et accompagnent des sociétés ouvertes au public et – en tant que membre indépendant du réseau mondial Baker Tilly International – des groupes d'entreprises actifs à l'international, dans tous les centres et régions économiques importants.

OBT AG

Rorschacher Strasse 63 | 9004 Saint-Gall | www.obt.ch

Fiduciaria | Consulenza fiscale e legale
Revisione contabile | Consulenza gestionale
Soluzioni informatiche complete



**Svolgimento di controlli a campione
indipendenti del rispetto
da parte delle imprese
dell'Ordinanza COVID-19 casi di rigore**

Mandato SECO_2001

Rapporto di stato / rapporto pubblico
al giorno di riferimento 31 dicembre 2022

Management Summary

- ④ Nella seconda metà del 2022, è stato possibile effettuare nei Cantoni altri 150 controlli a campione sulle erogazioni per casi di rigore nell'ambito del mandato di audit SECO_2001. Essi si sono concentrati sui dossier dei casi di rigore e sulle decisioni cantonali della prima metà del 2022.
- ④ I controlli a campione hanno rivelato che in nove casi il diritto al sostegno per casi di rigore (contributo a fondo perduto) non sussisteva o non corrispondeva all'importo erogato. L'importo totale dei diritti al sostegno da noi ritenuti non sussistenti per questi dossier ammonta a circa CHF 10,9 mio. (quota federale e cantonale). L'importo totale corrisponde allo 0,2% dei contributi totali a fondo perduto, pari a CHF 5,1 mia., stanziati per l'intera durata del programma per casi di rigore.
- ④ L'importo totale comprende tre casi significativi per un totale di CHF 10 509 544.–; si tratta di casi di partecipazione statale e, in tal senso, di casi attualmente ancora in fase di chiarimento giuridico. In altri quattro casi, il Cantone interessato ha già avviato il processo di recupero di un importo totale di CHF 365 539.–. Pertanto, restano due casi, per un totale di CHF 19 549.–, da perseguire con il Cantone interessato.

SECO_2001
Periodo del mandato
2o semestre 2022



Campione:
148 aziende (IDI)

n = 100: periodo di selezione 1o semestre 2022
n = 48: periodo di selezione 2o semestre 2021



- ✓ Set di dati hafrep a fine agosto 2022: CHF 5,3 mia. / 35 129 aziende
- ✓ Casi con particolarità/anomalie: 1544
- ✓ Contributo a fondo perduto: mediana = CHF 118 000; media aritmetica = CHF 145 000



Aspetti importanti

- ✓ Riserva del Consiglio federale => non ancora utilizzata in modo completo dai Cantoni
- ✓ Aziende con ID di caso di rigore in più Cantoni
- ✓ Partecipazioni statali
- ✓ Liquidazioni



- ✓ Elaborazione dei dossier da parte dei Cantoni invariata, specifica e regolare.
- ✓ Ciononostante, nove constatazioni significative nel campione esaminato.
- ✓ Cause degli errori:
 - partecipazioni statali
 - doppie immissioni
 - casi combinati
 - aziende con succursale in un altro cantone

9 casi con constatazioni rilevanti
(CHF 10,9 mio. arrotondati)



Risultati intermedi dei controlli a campione

a) Dimensione del campione e risultati dei controlli a campione

Nella seconda metà del 2022, è stato possibile effettuare nei Cantoni altri 150 controlli a campione sulle erogazioni per casi di rigore nell'ambito del mandato di audit SECO_2001. Essi si sono concentrati sui dossier dei casi di rigore e sulle decisioni cantonali della prima metà del 2022.

L'audit ha rivelato che complessivamente in nove casi il diritto al sostegno per casi di rigore (contributo a fondo perduto) non sussisteva o non corrispondeva all'importo erogato. L'importo totale dei diritti al sostegno da noi ritenuti non sussistenti per i dossier identificati ammonta a circa CHF 10,9 mio.

L'importo totale comprende tre casi significativi, di cui due dell'importo di CHF 5 mio. ciascuno e uno di CHF 509 544.– Questi casi riguardano aziende in cui il Cantone o i Comuni hanno partecipazioni dirette e indirette. A questo proposito, vi sono divergenze di opinione tra la Confederazione e il Cantone interessato in merito alla misura in cui queste aziende hanno diritto a richiedere l'applicazione dell'Ordinanza COVID-19 casi di rigore. Questi casi sono attualmente in fase di approfondimento giuridico.

Le altre sei constatazioni si basano sulle seguenti cause diverse: doppie immissioni nel sistema ERP cantonale con conseguenze sulla banca dati della Confederazione per la segnalazione dei casi di rigore; trattamento e interpretazione dei casi combinati (caso misti costituiti da contributi a fondo perduto e prestiti o fideiussioni); considerazione delle aziende con succursali in diversi cantoni.

Le cause sono in parte legate a questioni di interpretazione, hanno una componente discrezionale o riguardano casi particolari. Nel complesso, si tratta di singoli casi limitati, vale a dire che nell'ambito dei controlli a campione non abbiamo individuato errori sistematici o carenze sistematiche nei controlli. Per quanto riguarda le doppie immissioni, va notato che il Cantone sta recuperando le indennità per casi di rigore troppo elevate, per un importo di CHF 366 000.–.

A questo proposito, non abbiamo motivo di discostarci dalla nostra precedente conclusione secondo cui i Cantoni non avrebbero trattato ogni richiesta per caso di rigore in modo specifico e regolare. Tuttavia, dato l'elevato volume di casi di rigore, esiste ancora un certo rischio di immissioni errate nella banca dati per la segnalazione dei casi di rigore. La manutenzione e la correzione continua di contenuti e fatti della base dati esistente rimane quindi un compito costante dei Cantoni.

b) Analisi dei dati e principali risultati

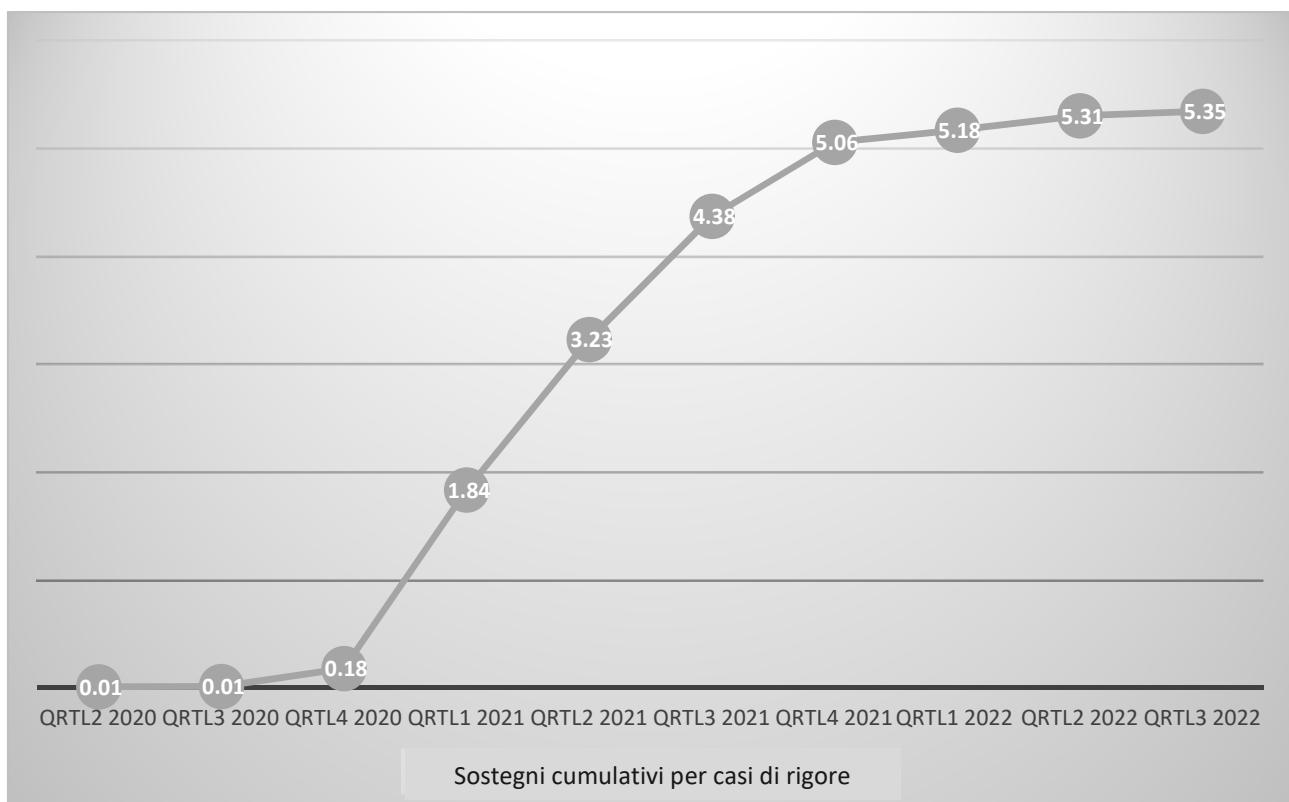
I controlli a campione veri e propri sono sempre preceduti da analisi dei dati. Questi vengono utilizzati per identificare le aree a rischio e i dossier dei casi di rigore che sono a rischio.

Le nostre analisi aggiornate dei dati si sono basate sull'intero set di dati raccolti dall'inizio del programma per casi di rigore fino al 29 agosto 2022 incluso. La tabella seguente mostra l'intero set di dati come strumento di supporto.

Strumento di supporto	Importo in CHF	in %
A fondo perduto secondo l'OPCR 20:	5'085'781'407	95.1%
A fondo perduto secondo l'OPCR 20:	43'915'289	0.8%
Fideiussione *)	34'427'342	0.6%
Prestito *)	179'853'758	3.4%
Garanzia *)	5'962'407	0.1%
Totale	5'349'940'203	100.0%

*) Fideiussioni, prestiti e garanzie sono stati attuati solo secondo l'OPCR 2020.

La distribuzione nel tempo delle misure di sostegno (indennità per casi di rigore erogate o concesse in miliardi di franchi) è la seguente:



Le nostre analisi dei dati (si veda la figura sotto) mostrano che il sostegno per i casi di rigore sotto forma di contributi una tantum non rimborsabili ammonta in media a CHF 144 774.– per azienda, con una mediana di CHF 118 246.–. Questi valori medi riflettono la struttura dell'economia svizzera, fortemente dominata dalle PMI e caratterizzata per circa il 90% da microimprese con meno di dieci dipendenti e da circa l'8% di piccole imprese con un massimo di 50 dipendenti.

La nostra analisi dei dati mostra anche alcune anomalie in 1544 casi, che tuttavia possono essere spiegate essenzialmente da regolamentazioni speciali dell'OPCR 20, come la regolamentazione speciale della riserva del Consiglio federale o la fattispecie eccezionale del caso di rigore nel caso di rigore.

Dati statistici						
Cantone	Strumento	Volume in CHF Intero periodo fino al 29.08.22 compreso	Fatturato di riferimento Totale	Volume in % del fatturato di rif.	Numero di aziende Intero periodo fino al 29.08.22 compreso	Volume medio per azienda
AG	a fondo perduto	247'598'848.25	2'870'616'798.18	8.63%	2'073	119'440
AI	a fondo perduto	2'838'242.00	76'623'802.00	3.70%	70	40'546
AR	a fondo perduto	9'318'357.00	149'570'192.88	6.23%	176	52'945
BE	a fondo perduto	512'979'385.00	6'366'114'339.00	8.06%	3'876	132'348
BL	a fondo perduto	104'264'711.00	910'619'575.00	11.45%	888	117'415
BS	a fondo perduto	179'999'777.88	3'547'674'428.06	5.07%	822	218'978
FR	a fondo perduto	218'463'319.62	1'130'601'880.00	19.32%	1'124	194'362
GE	a fondo perduto	488'847'865.06	4'350'492'140.79	11.24%	2'781	175'781
GL	a fondo perduto	20'971'928.00	279'715'781.50	7.50%	192	109'229
GR	a fondo perduto	203'532'681.17	1'926'428'046.86	10.57%	1'261	161'406
JU	a fondo perduto	21'665'776.39	272'014'318.58	7.96%	383	56'569
LU	a fondo perduto	252'555'091.25	2'372'989'039.89	10.64%	1'432	176'365
NE	a fondo perduto	97'711'442.21	727'697'417.04	13.43%	896	109'053
NW	a fondo perduto	35'155'688.00	284'107'637.50	12.37%	188	186'998
OW	a fondo perduto	21'552'731.00	237'731'280.88	9.07%	181	119'076
SG	a fondo perduto	151'270'474.00	1'506'585'856.73	10.04%	1'526	99'129
SH	a fondo perduto	24'733'950.60	190'912'247.15	12.96%	253	97'763
SO	a fondo perduto	79'062'647.70	793'331'855.33	9.97%	807	97'971
SZ	a fondo perduto	102'451'700.00	1'007'166'514.89	10.17%	984	104'118
TG	a fondo perduto	93'537'184.00	1'107'384'197.71	8.45%	747	125'217
TI	a fondo perduto	163'318'686.37	1'838'736'297.54	8.88%	1'816	89'933
UR	a fondo perduto	13'507'419.00	142'560'716.67	9.47%	176	76'747
VD	a fondo perduto	475'865'817.00	4'184'217'269.19	11.37%	3'391	140'332
VS	a fondo perduto	195'291'083.00	2'313'718'628.40	8.44%	2'584	75'577
ZG	a fondo perduto	111'439'452.00	1'109'098'017.00	10.05%	533	209'080
ZH	a fondo perduto	1'257'847'149.54	20'249'556'182.72	6.21%	5'969	210'730
Totale	a fondo perduto	5'085'781'407.04	59'946'264'461.48	8.48%	35'129	144'774

Le analisi dei dati mostrano inoltre che i Cantoni non hanno ancora completato la distribuzione dei mezzi a loro spettanti dalla riserva del Consiglio federale. Pertanto, nel corso del 2023 verificheremo che i fondi della riserva del Consiglio federale siano stati utilizzati in conformità con l'Ordinanza.

Conclusioni preliminari

A nostro avviso, i Cantoni hanno continuato a valutare le richieste per casi di rigore in modo specifico esaminandole con la necessaria diligenza e hanno attuato al meglio i requisiti dell'OPCR 20. Le nostre constatazioni non ci permettono di parlare di lacune sistematiche nel trattamento dei casi e nell'amministrazione del programma per casi di rigore.

Raccomandazioni alla SECO

Raccomandiamo alla SECO di prendere in esame e perseguire con i Cantoni i nove casi per i quali riteniamo che non sussista il diritto all'applicazione dell'Ordinanza COVID-19 casi di rigore. In particolare, raccomandiamo ancora un attento monitoraggio dei casi con partecipazione statale.

Nell'ambito dell'analisi dei dati, abbiamo anche verificato se le aziende hanno richiesto e ricevuto un sostegno per i casi di rigore in più Cantoni. Gli undici casi che abbiamo qui evidenziato dovrebbero essere esaminati dalla SECO anche con i Cantoni.

Inoltre, l'attenzione dovrebbe essere rivolta a quei casi di rigore identificati in cui l'azienda a cui è stato erogato un sostegno per casi di rigore è stata nel frattempo liquidata, per cui la distribuzione dei dividendi di liquidazione potrebbe essere messa in discussione.

Inoltre, dai controlli a campione sono emerse alcune indicazioni in merito alle rettifiche dei dati nella banca dati per la segnalazione dei casi di rigore e si raccomanda alla SECO di incoraggiare i Cantoni a rettificare i dati.

Il programma per casi di rigore COVID-19 della Confederazione

Per mitigare le conseguenze economiche della crisi pandemica, il Parlamento ha creato, con la legge COVID-19, le basi per la partecipazione della Confederazione agli aiuti cantonali per i casi di rigore che riguardano le imprese gravemente colpite dalla pandemia sotto il profilo economico. Tra il 1º marzo 2020 e il 31 ottobre 2022, i Cantoni hanno erogato o concesso un importo totale di circa CHF 5,3 mia. in sostegni per casi di rigore; circa il 96% (CHF 5,1 mia.) è stato erogato sotto forma di cosiddetti contributi una tantum non rimborsabili (contributi a fondo perduto).

Le aziende rientrano nei cosiddetti casi di rigore se sono state chiuse dalle autorità a causa di misure di politica sanitaria o se hanno realizzato meno del 60% del loro fatturato precedente e quindi non sono più in grado di pagare i costi fissi. In particolare, per quanto riguarda l'ammontare del sostegno fornito dai Cantoni, si distingue tra aziende con un fatturato annuo fino a CHF 5 mio. e aziende con un fatturato annuo superiore a CHF 5 mio. Nella categoria delle aziende con un fatturato annuo fino a CHF 5 mio., la Confederazione contribuisce per il 70% al sostegno per casi di rigore disposto e prefinanziato dal Cantone. Per le aziende con un fatturato annuo superiore a CHF 5 mio., la Confederazione si fa carico del finanziamento al 100%.

In entrambe le categorie di imprese, è possibile un aumento del sostegno per casi di rigore a determinate condizioni, purché la rispettiva azienda abbia registrato una diminuzione del fatturato superiore al 70% rispetto al fatturato medio annuo del 2018/2019 («caso di rigore in caso di rigore»). Infine, i Cantoni riceveranno contributi aggiuntivi per un totale di CHF 500 mio. dalla cosiddetta riserva del Consiglio federale per un supporto più ampio alle imprese per le quali le altre opzioni di sostegno sono già state esaurite.

I dettagli del programma federale per casi di rigore sono riportati nell'Ordinanza COVID-19 casi di rigore 2020 (RS 951.262) e nell'Ordinanza COVID-19 casi di rigore 2022 (RS 951.264).

Contenuto e obiettivi del mandato

La Segreteria di Stato dell'economia (SECO), con il mandato SECO_2001 che durerà dal 2022 al 2026 ed è stato conferito alla società di revisione e consulenza indipendente OBT AG, persegue i seguenti obiettivi:

1. garantire che i pagamenti cantonali fatturati alla Confederazione siano erogati in conformità alle basi giuridiche (Legge COVID-19, Ordinanze COVID-19 casi di rigore 2020 e 2022);
2. garantire il rispetto dei requisiti delle basi giuridiche per le società (partecipazione agli utili, divieto di distribuzione dei dividendi) e per i Cantoni (gestione di prestiti, garanzie e fideiussioni);
3. individuare eventuali carenze nello svolgimento dei compiti dei Cantoni e formulare raccomandazioni per porvi rimedio. Il mandato SECO_2001 prevede controlli a campione sui seguenti aspetti:
 - erogazioni per casi di rigore;
 - utilizzo della riserva del Consiglio federale;
 - gestione di prestiti, garanzie e fideiussioni;
 - partecipazione agli utili;
 - divieto di distribuzione dei dividendi;
 - monitoraggio di casi di abuso e gestione dei recuperi.

OBT AG

OBT AG è una delle sei maggiori aziende svizzere nel settore dei servizi fiduciari, della revisione contabile, della consulenza gestionale, fiscale e legale e delle soluzioni informatiche complete. Attualmente, circa 450 dipendenti lavorano per il Gruppo OBT.

OBT AG e le sue filiali si occupano della revisione e della consulenza di società di capitali, cooperative, fondazioni e associazioni, ma anche associazioni ed enti di diritto pubblico. Inoltre, l'azienda offre servizi di consulenza e assistenza a società pubbliche e – in quanto membro indipendente del network mondiale Baker Tilly International – a gruppi di società attivi a livello globale in tutti i centri e le regioni economiche più importanti.

OBT AG
Rorschacher Strasse 63 | 9004 St.Gallen | www.obt.ch